

Les deux Etats allemands

François-Georges Dreyfus

Ancien professeur de l'université Paris IV-Sorbonne
Ancien directeur du Centre d'études germaniques de l'université de Strasbourg († 2011)

La chute du mur le 9 novembre 1989 a engendré un processus qui a conduit à la réunification de l'Allemagne. Mais si l'unité politique juridique, internationale, est un fait, incontestablement la réunification n'a peut-être pas apporté l'équilibre économique, social et culturel que beaucoup escomptaient. François-Georges Dreyfus analyse les raisons expliquant qu'il soit au demeurant difficile à deux populations ayant vécu quarante-cinq ans sous des régimes aussi différents de vivre de nouveau et sans délais au même rythme.

La RDA au 1er octobre 1989

Au début de l'automne, la RDA est un État reconnu internationalement, à la fois artificiel et plus profondément enraciné dans l'histoire qu'on ne le dit aujourd'hui. Enraciné dans l'histoire, certes ! Bien plus que le Hanovre, la Bavière ou la Rhénanie ouverts vers l'Atlantique ou le monde latin et catholique, la RDA regroupe des régions – Mecklembourg, Brandebourg, Saxe et Thuringe – qui sont l'âme, le cœur de l'Allemagne. C'est là que sont nés et ont vécu la plupart des grands noms de la culture allemande, écrivains comme Leibniz, Kant ou Nietzsche, théologiens comme Luther, musiciens, de Buxtehude à Wagner en passant par Bach et Mendelssohn. Au reste, l'allemand est indirectement issu du *Hochdeutsch*, dialecte d'une zone comprise dans un triangle Berlin-Dresde-Erfurt et que Luther transforma en langue littéraire. C'est dans ces régions orientales qu'est né et s'est constitué le protestantisme allemand, autour des facultés de théologie des universités de Iéna, Leipzig, Wittemberg, puis de Halle fondée au XVIII^e siècle. Or, comme le disait Robert Minder dans l'ouvrage *Allemandes et Allemands*, c'est autour du presbytère protestant et de la famille pastorale que s'est constituée la culture allemande. Plus tard, ces régions, que l'on nommait de 1740 à 1945 « Allemagne centrale » ont vu naître – la manifestation de la Wartburg en octobre 1817 l'atteste – et se développer le sentiment national allemand. Ajoutons que la limite entre les deux États allemands n'est pas une innovation dans la mesure où elle suit la frontière qui séparait l'empire de Charlemagne du monde barbare.

Cependant la RDA est un État artificiel – tout comme le RFA d'ailleurs – puisque créé par une puissante occupante. Ses limites sont celles de la zone d'occupation soviétique, issue des compromis interalliés de la conférence tripartite de Yalta de février, complétés par les accords de Potsdam et de juillet-août 1945. La future RDA est soviétisée dès 1945 par les autorités d'occupation qui procèdent alors à la collectivisation des moyens de production et obligent le vieux parti social-démocrate à constituer avec le parti communiste, infiniment moins important, un « parti socialiste de l'Unité » – SED – aussitôt stalinisé. Une politique de dénazification – en apparence plus radicale qu'à l'Ouest – y est pratiquée. Elle permet d'éliminer au passage les élites est-allemandes susceptibles de constituer des foyers d'opposition, tandis que l'on intégrait

d'anciens nazis ayant retourné leurs vestes, dans la plupart des services d'État au premier rang desquels la police et l'armée.

Une politique de surveillance systématique – nourrie des pratiques habituelles d'un État totalitaire – est instaurée, avec en particulier la création d'une police de sécurité, la *Stasi*, héritière directe de la Gestapo. Plus largement, les citoyens se trouvent embrigadés dans toute une série d'institutions dépendant étroitement du parti, qui sont autant de courroies de transmission : syndicat – FDGB – organisation de jeunesse – FDJ – ou féminines – DFD. Comme à l'époque national-socialiste, toute la population est encadrée et contrôlée par des mouvements et associations idéologiquement sûrs.

Pas plus que les autres États socialistes, la RDA ne connaîtra l'équivalent de ce que furent à l'Ouest les Trente glorieuses. Aussi riche par habitant que l'Allemagne de l'Ouest en 1939, infiniment moins bombardée – exception faite de Berlin – et ayant profité, plus encore que la Bavière, des transferts de potentiel industriel, la future RDA est sans aucun doute plus riche en décembre 1944 que les régions occidentales de l'Allemagne. Les répartitions exigées par les Soviétiques, estimées à quarante milliards de dollars en 1960 par les historiens américains, auront vite fait de l'appauvrir. Vers 1950 la jeune RDA est dans un état lamentable, situation qui – avec la politique de socialisation – explique les manifestations dramatiques de juin 1953. Quoiqu'on ait pu écrire alors, le PIB par habitant en 1990 n'est pas de douze mille dollars, donnée admise et publiée par les services statistiques de RFA utilisant par ignorance ou par défi les chiffres de la RDA, mais de l'ordre de cinq mille cinq cents dollars seulement...

État totalitaire et sous-développé, l'Allemagne de l'Est est néanmoins la seconde puissance du monde socialiste après l'Union soviétique, devant la Tchécoslovaquie, loin devant la Pologne et la Hongrie. C'est aussi un État sans chômage où les salaires sont médiocres mais les prix forts bas. Si le salaire mensuel moyen est de mille cent marks, le loyer d'un logement varie pour un trois pièces entre trente et quarante marks par mois. Nourriture, transports publics sont peu onéreux : le billet de chemin de fer coûte ainsi huit pfennig au kilomètre, un « demi » revient à quarante pfennig tandis que livres, disques ou cassettes – subventionnés par l'État – coûtent trois fois moins cher qu'à l'Ouest.

La politique sociale n'est pas négligeable. Pour soutenir la natalité, de nombreuses mesures, inspirées par la législation nationale-socialiste, favorisent les femmes enceintes – congés de maternité de près de deux ans – et le travail des femmes – mise en place de crèches et multiplication des écoles maternelles.

Les nouveaux Länder aujourd'hui

Il faut garder le souvenir de ce passé lorsqu'on souligne le mécontentement d'une bonne partie de la population est-allemande. L'unification a entraîné tout à la fois l'élargissement de l'échelle des prix et des salaires, l'apparition du chômage – environ 20 % de la population active en 1999 – dans un pays qui manquait de main d'œuvre en 1989 et « importait » des travailleurs vietnamiens. Au même moment, la plupart des aides sociales – les crèches en particulier – disparaissaient. Depuis dix ans la population des nouveaux *Länder* a l'impression d'être colonisée. Ainsi, près de la moitié des hauts fonctionnaires, nombre des professeurs d'université, 40 % des cadres d'entreprises sont originaires de l'Ouest. De surcroît, on décida de rendre leurs biens aux propriétaires d'avant 1945, quitte à exproprier les occupants de 1990. Une loi d'indemnisation aurait été peut-être plus judicieuse ! Sans doute fallait-il démarxiser le pays, mais on l'a fait avec une lourdeur toute germanique, en substituant parfois à un universitaire marxiste tout prêt à se convertir au libéralisme, un universitaire « gauchiste » tout à fait opposé au système libéral... Ce mécontentement se traduit par une poussée politique des néo-communistes du PDS, parti issu de

l'ancien SED et obtenant à certains moments près du quart des suffrages des électeurs de l'ex-RDA – 18 % le 22 septembre 2002.

On a assisté à la paupérisation d'une part importante – sans doute 35 à 40 % – des citoyens est-allemands. Avec près de 20 % de la population, les nouveaux *Länder* fournissent à peine 10 % du produit intérieur allemand. Nous sommes loin du « jardin florissant » promis par le chancelier Kohl en 1990. Même si la réunification a coûté cher à l'ancienne RFA – plus de mille six cents milliards de DM de 1990 à 2000 – la croissance des nouveaux *Länder* n'a pas été à la hauteur des proclamations de 1990 qui estimaient qu'en 2000 le PIB par habitant serait en moyenne de vingt mille dollars à l'Est pour vingt-cinq mille dollars à l'Ouest. Si à l'Ouest l'objectif a été atteint, l'Est est très loin. En définitive, le PIB est-allemand par habitant, qui en 1990 représentait 30 % du PIB ouest-allemand, en représente seulement 40 % en 2000. Cette trop lente évolution permet d'expliquer pour une bonne part l'importance du vote PDS. S'il ne dépasse pas 16 % des suffrages en 1990, il culmine en 1998 à 22 % pour revenir à 16 % en 2002. Aujourd'hui ce parti participe donc au gouvernement de plusieurs *Länder*.

PIB en euro par habitant et par Land en 2000

Mecklembourg	9 200	Brandebourg	10 100
Saxe Anhalt	8 700	Saxe	9 700
Thuringe	8 800	Berlin	18 200
Moyenne des <i>Länder</i> de l'Ouest			26 000

Sources : Eurostat et Bundesstatistisches Amt.

Clivages politiques et religieux

L'élection de Frau Doktor Merkel à la tête de la CDU est dans une large mesure significative. Née à Hambourg, elle est la fille d'un pasteur ayant préféré exercer son ministère en RDA, au sein d'une Église évangélique connue pour ses dérives christo-marxistes. Angela Merkel était jusqu'en 1989 physicienne à l'Institut central de la chimie physique de l'Académie des Sciences de la RDA – l'équivalent du CNRS – ce qui n'était pas neutre. Elle appartenait alors à l'intelligentsia de l'État socialiste. Après la chute du mur, elle n'a pas adhéré à la CDU mais rejoint un mouvement d'intellectuels néo-socialiste, *Neuer Aufbruch*, dont l'impact était tel qu'aux élections de mars 1990, il obtint 0,9 % des suffrages... Sa carrière à la CDU n'a commencé qu'après cette date.

Un des éléments importants de la réunification, auquel on ne songe pas assez dans notre pays laïcisé, est l'importance du facteur religieux. De la Réforme à 1945, dans ce qu'on appelle l'Allemagne, les protestants représentaient les deux tiers de la population. En RFA, de 1945 à 1990, il y eut équilibre entre les deux confessions. Depuis 1990, on a retrouvé la situation antérieure. Même si un nombre croissant de protestants ne pratique plus et se refuse à payer l'impôt d'Église, la marque évangélique se fait fortement sentir. Comme Lionel Jospin, nombre de

protestants allemands sont des « protestants athées », plus ou moins marqués par une certaine rigueur puritaine et par un certain *a priori* anti-catholique. Ce monde évangélique, qui représente ainsi près des deux tiers de la population allemande, est dans sa majorité très réceptif à une vision progressiste de la société.

À l'Ouest, l'Église évangélique d'Allemagne – EKD – a depuis 1965 très largement pris fait et cause en faveur d'un pacifisme proche des positions du Kremlin, luttant pour la prohibition des armes nucléaires dans le sens soviétique et s'opposant – entre 1979 et 1983 – à l'implantation des fusées américaines Pershing en Europe. L'EKD appelait aussi à la formation d'une confédération germanique neutre et dénucléarisée, seul moyen susceptible à ses yeux de permettre la réunification des deux Allemagnes. C'est ce que nous avons alors appelé le « national-neutralisme ».

En ce qui concerne le protestantisme est-allemand, il suffirait de lire l'étude de Mathias Hartman dans *Deutschland Archiv* d'août 1987 rendant compte du *Kirchentag* – Rassemblement – de Berlin-Est du mois précédent, pour comprendre son comportement christo-marxiste. Ce texte met en lumière la réalité des Églises évangéliques de RDA : « elles se refusent à critiquer publiquement le régime » écrit Hartman et de ce fait, lui apportent une certaine caution. Lors de ce *Kirchentag*, quelques concessions furent faites à l'Église d'en bas – *die Kirche von unten* – qui réunit les opposants reprochant au régime son militarisme, son refus de la démocratie et sa politique d'enfermement de la population, mais sans jamais mettre en cause le socialisme.

Au cours de cette rencontre très politisée, on entendit effectivement quelques-uns des protestataires, tel Egon Bahr l'ancien ministre de Brandt qui au même moment préconisait une Allemagne neutre et démilitarisée. Il fut toutefois très symptomatique d'entendre le « superintendant » d'Erfurt, Heine Folcke, souhaiter que les « chrétiens de RDA contribuent à la vie de l'Église en tenant compte de la nouvelle pensée » émanant de Moscou. Le pasteur Stolpe appela pour sa part « à une trêve civilisée avec des germes de confiance et de compréhension assez visibles » ; il fallait préparer, ajouta-t-il, « l'Église à vivre dans le socialisme ». Cela ne manque pas de sel quand on sait qu'aujourd'hui Manfred Stolpe est ministre-président SPD du Land de Brandebourg ! « L'Église dans le socialisme » tel était bien alors le vœu de la majorité des protestants est-allemands. Si dans la Pologne voisine, quarante-cinq ans d'oppression marxiste ont contribué à renforcer le catholicisme, en RDA, pendant la même période, on observe une marxisation de la pensée chrétienne.

Les dirigeants protestants de l'Ouest dans leur majorité, à la différence de nombre de leurs fidèles, ne pensaient pas autrement. On comprend mieux dès lors le modernisme dominant des Églises évangéliques d'Allemagne, lequel a sans nul doute influencé leur homologue catholique qui, peut-être pour ne pas être en reste, s'est engagée depuis la fin des années quatre-vingt dans un combat favorable à l'ordination des femmes, au mariage des prêtres et admet de fait l'avortement et une certaine forme de néo-socialisme. Il est vrai qu'à l'Ouest ces tendances, qui existent essentiellement dans l'intelligentsia, ne touchent guère la masse de la population. Dans quelle mesure ce clivage contribue-t-il à la déchristianisation que connaît l'Allemagne ? Si en 1980 plus de 35 % des fidèles du diocèse de Fribourg en Brisgau allaient encore régulièrement à la messe, ils sont moins de 20 % aujourd'hui...

En fait l'Allemagne demeure divisée entre les *Wessis* – les gens de l'Ouest – et les *Ossis* – ceux de l'Est. Ces derniers reprochent aux *Wessis* leur volonté de pouvoir, leur morgue et leur mépris tandis qu'à l'Ouest on souligne le manque d'adaptabilité, une certaine paresse, l'incapacité à changer de manière d'être des *Ossis* tout en se méfiant du passé des habitants de l'Est – même si l'on s'est montré particulièrement indulgent. Ces griefs et ces rancœurs contribuent largement à expliquer les résultats électoraux dans les nouveaux Länder ; le vote PDS y exprime pour beaucoup le regret du « bon temps » de la RDA, d'une époque où il n'y avait pas de chômage, où

de nombreux services étaient quasiment gratuits et le logement bon marché. Les inondations d'août 2002, qui ont mis à mal de nombreux commerces et habitations, risquent de renforcer cette tendance, sauf à voir les pouvoirs publics faire un effort important.

Naissance d'une nouvelle intelligentsia

Conscients de cette situation, politiques et médias soulignent l'intégration rapide des nouveaux diplômés venus de l'Est. En mai 2000, l'hebdomadaire *Die Zeit* rappelait que « les nouvelles stars de la politique se recrutent à l'Est ». Ingénieurs aujourd'hui, juristes et enseignants de l'Est demain, se tournent vers la politique. Actuellement, ce sont les ingénieurs qui tiennent la corde et cela a pour conséquence que « la langue de bois tend à disparaître car... à l'Est on débat des problèmes concrets ». Ils sont nombreux en tout cas à se presser vers le monde politique. Ces nouveaux venus sont toutefois moins « vierges en politique » que *Die Zeit* ne veut bien le dire. Sans compter parmi les anciens responsables du SED, nombre d'entre eux avaient des responsabilités dans les organisations de masse du Parti. Quel rôle joueront-ils à l'avenir dans la vie politique allemande et quelles orientations insuffleront-ils à cette dernière ?

Il est significatif qu'à l'imitation de la RDA, il y ait désormais un ministre fédéral de la Culture alors que jusqu'à présent, ce domaine était de la seule compétence des Länder. Considérant l'emprise qu'exercèrent le pouvoir et le parti sur la vie culturelle de la RDA, n'y a-t-il pas un risque – quoique puissent dire les milieux officiels en RFA – de voir se développer en Allemagne une culture officielle favorisant l'essor du « politiquement correct » ?

Quelle influence exerceront dans la nouvelle Allemagne les intellectuels de l'Est qui, tels Bermann, Havemann, Christa Wolf ou Stefan Heym – sans être des nostalgiques inconditionnels d'Honecker ou d'Ulbricht appliquant strictement puritanisme et réalisme socialistes – n'en demeurent pas moins marxistes ? À cet égard au temps de la RDA, les différents étaient minimes entre les « orthodoxes » et ceux que, derrière Jack Lang, on nous présente comme d'anciens « opposants » et qui continuent à jouir à l'Est d'un prestige certain. À l'Ouest, ils gagnent en influence dans la mesure où depuis 1968, le marxisme pèse d'un poids déterminant dans l'intelligentsia ouest-allemande. Il existe aujourd'hui en RFA un décalage important entre le monde des affaires et du droit de plus en plus libéral – dans le sens anglo-saxon du terme – et les intellectuels en sciences humaines qui dominent les médias.

L'impact de l'Est risque également de peser sur la politique étrangère de la RFA. Au printemps dernier, on a critiqué la formule de Jean-Pierre Chevènement sur le poids du nazisme dans la politique allemande imputant aux seuls néo-nazis la résurgence du nationalisme allemand. S'il est juste de prêter attention à ce problème, l'analyse de l'ancien ministre semble bien partielle puisqu'il oublie que depuis ses débuts – soit près de deux siècles – le nationalisme fait plus partie en Allemagne de l'idéologie de gauche que de celle de droite.

Les nouveaux Länder et la renaissance d'un néo-nationalisme en Allemagne

Le nationalisme allemand né contre les souverains de la Sainte Alliance se développe avec l'appui des libéraux. Il prend un autre caractère à partir de l'échec de l'Assemblée de Francfort, en particulier avec Bismarck. Mais au même moment le fondateur du SPD – Ferdinand Lassalle – intègre un volet nationaliste dans le socialisme allemand, infiniment moins marxiste qu'on ne croit. Rappelons simplement qu'entre 1900 et 1914 la grande revue socialiste *Sozialistische Monatshefte* défend le réarmement du Reich, son colonialisme et son nationalisme.

Ce n'est pas sans raison qu'en 1944, dans *La Route de la servitude*, F. A. Hayek intitule son

chapitre dix, « les sources socialistes du national-socialisme ». Après 1945, la priorité du SPD, conduit par Kurt Schumacher, est la réunification du pays. Cette volonté explique l'hostilité durable du parti social-démocrate à la construction européenne, hostilité qui ne fut pas remise en cause par le programme de Bad Godesberg de 1959. Dès 1961, les collaborateurs de Brandt – en particulier Egon Bahr – font ainsi leur le projet de M. Rapacki, ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Pologne, de neutralisation et de dénucléarisation de l'Allemagne – solution destinée à régler définitivement le problème de la division. Cette idée perdurera jusqu'en 1990, au point que nombre de socialistes de l'Ouest, derrière Oskar Lafontaine, la défendront encore lors des élections de mars 1990 en RDA !

Cette dernière, pour faire oublier le socialisme, avait très vite intégré l'idéologie nationaliste dans sa propagande : l'armée nationale populaire – NVA – en est la meilleure preuve. Ses soldats portaient un uniforme et des insignes de grades proches de la *Wehrmacht* tout en intégrant les traditions et les musiques militaires d'avant 1945. Une prise d'arme devant le « Monument aux victimes du fascisme » faisait inévitablement penser aux prises d'armes de jadis... Blücher et Bülow étaient glorifiés. Au reste, la militarisation de la société et de la jeunesse allemande ne faisait que revenir aux grandes traditions militaires anciennes. N'oublions pas qu'entre 1990 et 1995 c'est à l'Est qu'ont lieu les plus grandes manifestations de l'extrême droite souvent animées selon le magazine *Focus* par d'anciens officiers soutenu le plan Rapacki ; c'est à cela que songeait Hans Modrow le dernier président du Conseil de RDA, lorsqu'à l'Ascension 1988, à Dresde – il était alors premier secrétaire du SED pour le district de cette ville – il m'avait longuement expliqué combien la paix serait assurée en Europe par la confédération et la neutralisation de l'Allemagne. C'est d'ailleurs ce que disaient alors les prélats protestants du *Kirchentag* de Berlin.

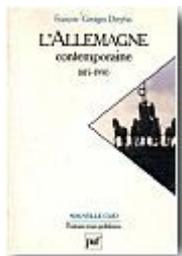
Il semble que Willy Brandt envisageait de son côté une réorganisation peu différente de l'Europe centrale. Les États sociaux-démocrates – la Suède, la RFA et l'Autriche – devaient en devenir les éléments moteurs, attirant peu à peu à eux la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Quinze ans plus tard, en organisant en juillet 1988 un colloque pseudo-scientifique à Melk, l'Autriche sociale-démocrate cherchait à constituer une confédération danubienne. Si les universitaires slovaques de Bratislava, slovènes et croates de Zagreb souscrivirent à cette idée, elle fut catégoriquement rejetée par les professeurs tchèques de Prague, serbes de Belgrade et roumains de Bucarest.

Depuis les années 1960, les entreprises de RFA et leurs filiales autrichiennes sont très présentes dans l'Europe danubienne. Naturellement, la RDA était également là, d'autant qu'en 1988 elle faisait 12 % de son commerce extérieur avec la Tchécoslovaquie, 10 % avec la Pologne, 8 % avec la Hongrie. Depuis 1991, le poids allemand dans le commerce extérieur des pays de l'Europe centrale et orientale – PECO – est d'autant plus important que les liens avec l'ex-URSS se sont fortement distendus. Environ 40 % de leurs échanges respectifs se font avec l'Allemagne et le *Deutschmark* est devenu la véritable monnaie d'échange.

En définitive, la RFA demeure, douze ans après la réunification, un pays profondément divisé, tant du point de vue socio-économique et politique que culturel. Il y a une Allemagne riche à l'Ouest, une Allemagne pauvre à l'Est. Le rapport entre les PIB des deux zones est d'un à deux et demi et le chômage à l'Est est près de trois fois plus élevé qu'à l'Ouest. En outre, les mentalités et comportements demeurent très différents : on n'efface pas quarante-cinq ans de socialisme en quelques années. Certes, la presse a parlé, pour les dernières inondations, d'un « élan de socialisme qui rapproche l'Est et l'Ouest ». Il semble toutefois que les distorsions soient infiniment plus profondes et que seul le temps – aidé peut-être par quelques actions communes – soit susceptible de les faire disparaître.

François-Georges Dreyfus
Mars 2009

Bibliographie



L'Allemagne contemporaine
François-Georges Dreyfus
PUF, Paris, 1991



La force de la parole: Les intellectuels face à la RDA et à l'unification
allemande, 1945-1990
Corbin Schuffel
Editions du Septentrion, 1998



Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale: Une
géopolitique des investissements directs
Bafoil François
L'Harmattan; (Collection "Pays de l'Est")